

- Bibliothécaire de profession
- Diplômée d'histoire, de lettres modernes et de sciences politiques
- Militante afroféministe, altermondialiste et écosocialiste
- Conseillère municipale et habitante du 18e arrondissement de Paris

- Membre de la commission des Lois et de la commission des Affaires européennes
- Présidente du groupe d'études « racisme et discriminations raciales ou religieuses »
- Vice-présidente du groupe d'amitié France - Etats-Unis

DANIELE
ØBONO

Députée LFI
Paris 18e et 19e

VIVE LA
NOUVELLE FRANCE !

Bilan de mandat 2025-2026

9380

amendements

1003

scrutins votés

182

interventions

109

propositions
de loi

5

questions au
gouvernement

1

rapport
parlementaire

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CENSURER L'AUSTÉRITÉ ET LES COUPS DE FORCE MACRONISTES

Le groupe LFI a été le seul à s'opposer de manière constante aux politiques de malheur menées par les macronistes.

Après la chute du gouvernement Bayrou grâce à la mobilisation populaire du 10 septembre, nous avons déposé plusieurs motions de censure en réponse aux 49-3 que son successeur Lecornu a activé pour faire payer au peuple, par des coupes budgétaires drastiques, les milliards de cadeaux faits aux riches par Macron depuis 9 ans. Mais à cause du PS, qui a renié le mandat du NFP et refusé de le censurer, et du RN, qui a soutenu la majeure partie des coupes macronistes, le gouvernement Macron/Lecornu a réussi à passer en force.



AFFAIRE EPSTEIN LFI DEMANDE UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

À la suite de la publication, en janvier 2026, de plusieurs millions de documents judiciaires américains liés à l'affaire Epstein, j'ai déposé, avec mon collègue Antoine Léaument, une proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les ramifications françaises de cette affaire.

L'objectif est de faire toute la lumière sur les réseaux de violences sexuelles et de traite de mineur-es du système Epstein, mais aussi sur d'éventuels liens financiers, politiques ou d'ingérence concernant des personnalités ou structures françaises.

Cette commission, qui serait transpartisane, permettrait d'entendre des témoins, de recueillir des éléments d'information et de contribuer à la manifestation de la vérité, dans le respect des prérogatives de l'autorité judiciaire.

A ce jour, les macronistes refusent de soutenir cette demande et empêchent qu'elle soit mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Interpellez-les !

CONTRE BUDGET INSOUMIS POUR UNE BIFURCATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Face à la fuite en avant militariste et écocidaire, il faut une économie de paix. Elle est le seul chemin qui pourra apporter des solutions en garantissant nos conditions d'existence. Le contre-budget 2026 que nous avons présenté en octobre 2025 est fondé sur la justice fiscale, le renforcement des services publics et la bifurcation écologique.

- Augmentation du SMIC
- Retour de la retraite à 60 ans
- Investissements massifs dans l'école, l'hôpital, les transports et les services publics
- Augmentation des moyens pour la protection sociale et la lutte contre la précarité
- Soutien à la création d'emplois publics dans les secteurs essentiels
- Plan de rénovation énergétique des logements et de développement des énergies renouvelables

Son financement repose sur une contribution accrue des grandes fortunes, des multinationales et des revenus du capital, afin de répondre aux besoins sociaux tout en engageant la transition écologique.





NICHE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCE INSOUmise

Lors de notre journée parlementaire en novembre 2025, nous avons déposé 9 propositions de loi et de résolution. Malgré l'obstruction de l'extrême droite, nous avons obtenu l'adoption de trois d'entre elles !

- Rejet de l'accord de libre-échange UE/Mercosur
- Garantir l'égalité d'accès au service public postal en Outre-mer
- Nationalisation d'ArcelorMittal

GROUPE D'ÉTUDES « RACISME ET DISCRIMINATIONS RACIALES OU RELIGIEUSES »

Le groupe d'études que je préside, créé à l'initiative de LFI, a effectué, depuis le début de ses travaux en février 2025, 17 auditions d'institutions, associations, chercheurs-ses et expert-es, afin de construire des politiques publiques qui permettent de lutter efficacement contre le racisme et les discriminations.

POUR UNE RÉPUBLIQUE ANTIRACISTE

La Défenseure des droits et la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) relèvent année après année que le racisme et les discriminations persistent dans notre pays.

Si le constat est dramatique, ce n'est pas une fatalité.

En reconstruisant un projet politique commun qui articule justice sociale, défense des libertés et égalité des droits, nous pouvons défaire ce système d'exploitation et de domination qui nous aliène toutes et tous.

- Créer un Commissariat à l'égalité doté d'un corps d'inspecteur-ices et de moyens humains et financiers conséquents pour coordonner les politiques publiques
- Mettre en place un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'islamophobie et l'antisémitisme en France
- Généraliser les campagnes de testing et expérimenter les dossiers anonymes dans l'accès à l'emploi, au logement, aux études supérieures, etc
- Consolider le droit de la non-discrimination et le rendre plus lisible et accessible en réunissant l'ensemble des différentes dispositions dans un code unique

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION SITUATION EN TUNISIE

Ma proposition de résolution européenne visant à condamner les atteintes aux droits fondamentaux des personnes migrantes en Tunisie et à appeler à la libération immédiate et inconditionnelle des personnes détenues pour leur engagement humanitaire et en faveur des droits humains a été adoptée le 11 février 2026.

RECONNAÎTRE LE TRAUMATISME PSYCHIQUE DU VÉCU RACISTE

Chaque année, 1,2 million de personnes sont victimes d'actes racistes en France, causant des traumatismes reconnus par la science et certains tribunaux, mais absents de la loi. Les reconnaître officiellement permettrait une prise en charge médicale et une réparation judiciaire effective. La proposition de résolution que j'ai déposée en ce sens est déjà cosignée par des députées de 5 groupes parlementaires.

COLLOQUE STOP À LA DÉMATÉRIALISATION TOUS AZIMUT !

Les services publics sont notre bien commun. Pourtant, les fermetures de guichets, les suppressions de postes et les démarches imposées en ligne rendent l'accès aux droits inaccessible pour beaucoup. Avec Raymonde Poncet-Monge, sénatrice EELV, nous avons organisé en octobre 2025 un colloque pour défendre des services publics accessibles et de proximité. Ma proposition de loi sur les accueils physiques a été adoptée mais attend toujours son inscription à l'ordre du jour du Sénat.

PROPOSITIONS DE LOI LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME

La lutte contre l'antisémitisme est impérative. Elle doit s'inscrire dans celle contre tous les racismes, sans les opposer ni les hiérarchiser, et en intégrant ses spécificités. La droite au pouvoir fait le contraire en instrumentalisant et affaiblissant ce combat antiraciste essentiel à l'unité du peuple.

Ma proposition de résolution réaffirme la nécessité de rompre avec cette politique et de lutter efficacement contre l'antisémitisme dans le cadre d'une lutte globale contre toutes les formes de racisme.

DROIT DE VOTE ET D'ÉLIGIBILITÉ DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

Le droit de vote des étrangères aux élections locales est une revendication ancienne des personnes concernées et des organisations de défense des droits humains qui bénéficie aujourd'hui d'un large soutien dans la population.

La France insoumise porte cette mesure dans son programme depuis ses origines. J'ai donc re-déposé une proposition de loi constitutionnelle pour accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales à toutes les personnes étrangères.



**Interpellez
vos élus !**

**POUR LA RÉOUVERTURE
DES ACCUEILS PHYSIQUES**

rouvreznosservicespublics.fr

RAPPORTS VITE, LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE !

En tant que **membre et référente climat/énergie/transport** au sein de la commission des Affaires européennes, j'y ai présenté plusieurs rapports sur les **enjeux de la bifurcation écologique**.

- ✓ La politique monétaire de la zone euro face au défi climatique
- ✓ Le coût environnemental de l'intelligence artificielle
- ✓ Les conséquences de la guerre en Iran sur les politiques et la transition énergétiques en Europe



Fête de la République - 21/09/25



Visite du centre d'archives LGBTQI+ - 22/09/25



Colloque sur les services publics - 04/10/25



Remise des dossiers des gilets noirs à la préfecture - 24/10/25



Échange avec Francesca Albanese - 17/11/25



Manifestation féministe à Paris - 22/11/25



Manifestation pour nationaliser ArcelorMittal - 27/11/25



Réunion de l'Alliance de la gauche européenne - 26/01/26



Mobilisation pour les écoles devant le rectorat de Paris - 10/02/26



Colloque sur le racisme et les traumatismes psychiques - 12/02/26



Rassemblement contre les suppressions de postes dans l'éducation nationale - 17/02/26



Rassemblement contre le racisme à Saint-Denis - 04/04/26



Chaîne humaine contre les fermetures de classes du 19e - 17/04/26



Manifestation du 1er mai - 01/05/26

EN CIRCONSCRIPTION

BALADES DE QUARTIER 2025

- Septembre : Flandres (19e)
- Octobre : Goutte d'Or (18e)
- Décembre : Ourcq (19e)

2026

- Février : Marcadet-Poissonniers (18e)
- Avril : Quai de la Seine (19e)
- Mai : Tandou (19e)
- Juin : Porte de Clignancourt (18e)



MOBILISATIONS

- Rassemblement contre les attaques de l'école publique
- Mobilisation du mouvement associatif
- Rassemblement contre les coupes budgétaires des missions locales

INTERPELLATIONS

108 courriers de soutien à des demandes individuelles

60 courriers de soutien à des demandes collectives

- **Mairie de Paris** : demande d'installations sanitaires boulevard de la Villette et de la Chapelle, interpellation sur les suppressions de postes et les fermetures de classes.
- **Préfet de région** : demande de mise à l'abri des personnes isolées boulevard de la Villette et de la Chapelle ; soutien au dispositif « Jeunes Lycéens » destiné aux mineur-es isolé-es.
- **Commissaires et préfet de Paris** : concernant le harcèlement policier des mineur-es isolé-es et les expulsions des personnes exilées boulevard de la Chapelle ; demande de rendez-vous sur les opérations policières menées dans les camps de migrant-es.

RENCONTRES ASSOS, COLLECTIFS, COMMERCES ET HABITANT-ES

- Fédération sportive et gymnique du travail (19e)
- Rencontres avec les associations de Chapelle Nord (18e)
- Perry Féérique & les vélos magiques (18e)
- Association AIDES (19e)
- Espace Paris Jeunes Flandres (19e)
- Café social Dejean (18e)
- Association Asterya (18e)
- Association Tremplin jeunesse (19e)
- Collectif Ô Léonie (19e)
- Le Ciney (18e)



SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS QUI FONT VIVRE LA CITOYENNETÉ

Les associations jouent un rôle social, culturel et démocratique essentiel dans nos quartiers. Au cours des dernières années, elles ont été fragilisées par les politiques macronistes de baisse des financements publics et d'atteintes à leurs libertés.

Dans les 18e et 19e arrondissements, nombre d'entre elles sont mises en péril. Ces attaques s'inscrivent dans une offensive politique plus large qui conduit à la **fermeture de services publics et la disparition progressive des espaces de participation citoyenne**. En octobre dernier, un grand rassemblement du mouvement associatif s'est tenu place Stalingrad dans le cadre de la journée nationale « Ça ne tient plus ! ».

Nous étions présentes à leurs côtés pour réitérer notre soutien et rappeler nos propositions **pour renforcer et faire prospérer ce bien commun**.

MES INTERVENTIONS DÉFENSE DES STRUCTURES ASSOCIATIVES LOCALES

- Courriers de soutien aux associations Amunanti, Radio XV3, Radio Vivre FM et Hagia Sophia pour leurs demandes de financements et la pérennisation de leurs activités.
- Courrier collectif pour dénoncer l'augmentation des loyers à Paris Habitat.

SOUTIEN AUX MOBILISATIONS DE TERRAIN ET AUX COLLECTIFS D'HABITANT·ES

- Interpellation sur la situation des locataires de l'hôtel des Trois Frères concernant les hausses de loyers abusives et les menaces d'expulsion.
- Visite du foyer de travailleur·ses Marc Séguin dans le 18e arrondissement ; courrier à Adoma concernant les conditions d'accès aux espaces communs et la qualité de vie des résident·es.
- Visite de la résidence Ourcq / Léon Giraud dans le 19e arrondissement avec les élu·es du 19e et interpellation sur l'insalubrité des logements.



PROTECTION DES STRUCTURES DE PROXIMITÉ ET D'ACCÈS AUX DROITS

- Courrier au préfet sur la baisse des moyens alloués aux contrats aidés et aux dispositifs d'inclusion numérique de l'association Salle Saint-Bruno.
- Alerte au ministre du Travail sur les réductions budgétaires menaçant la mission locale de Paris et l'accompagnement des jeunes.
- Interpellation de la Caisse nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) sur le financement du café social « Ayyem Zamen » et la nécessité d'un soutien à l'accompagnement aux démarches de retraite et à l'accès aux droits.



L'ÉQUIPE

**Barbara
ZAULI**

Adjointe à la responsable du travail en circonscription

**Yacine
KHEDIM**

Chef de cabinet et responsable du travail législatif

**Sasha
BERNERT**

Chargée de la communication numérique

**Sarah
MOUHEB**

Collaboratrice à l'Assemblée Nationale

**Agathe
JAMAUX**

Responsable du travail en circonscription

**Michel
MONGKHOY**

Député suppléant et chef de projet en informatique

UNE SEMAINE TYPE DE DÉPUTÉE DU LUNDI AU JEUDI

Travail à l'Assemblée : débats en séance publique, en commission, réunions des groupes parlementaires et des différents groupes de travail.

DU VENDREDI AU DIMANCHE

Présence en circonscription : permanences, rendez-vous, rencontres, visites, marchés, manifs, etc.

AGENDA PRÉVISIONNEL

Session extraordinaire : projets de loi : ordre public, sécurité et tranquillité (Ripost) ; protection de l'enfance ; proposition de loi sur l'aide à mourir

Automne 2026 : budget 2027 ; projet de loi contre le racisme

NOUS RENCONTRER

EN MAIRIE (sur rendez-vous)

Mardi 14h dans le 18e

(1 place Jules Joffrin)

Jeudi 10h dans le 19e

(5-7 place Armand Carrel)

contact@deputee-obono.fr

09 61 68 60 35



deputee-obono.fr



NOUS CONTACTER

Danièle Obono

Assemblée nationale

126 rue de l'Université

75007 Paris

daniele.obono

@assemblee-nationale.fr

01 40 63 61 08